

# Que restera-t-il des promesses faites aux enseignants?

## EXPRESS

La Fédération Wallonie Bruxelles devra trouver **140 millions dans son budget**.

Les enseignants qui pèsent pour près de 90% de l'essentiel de ces dépenses, **crainent d'en faire les frais** alors qu'on réaménage déjà à moindre frais leurs fins de carrière.

Surtout, que dans le même temps, la majorité kamikaze ou suédoise qui tente de se former au Fédéral, entend **revoir à la baisse les pensions des services publics**. Délicatement, les ministres tâtent le terrain.

**De nombreuses promesses ont été formulées vis-à-vis des enseignants lors de la campagne électorale. Pourront-elles être tenues en période de vaches maigres? Les syndicats ont des craintes dans de nombreux domaines.**

GÉRARD GUILLAUME

La rentrée scolaire s'annonce chaude cette année. PS et cdH ont accouché d'une déclaration de politique communautaire qui, au contraire des promesses électorales de leurs candidats, ne peut plus ignorer les réalités budgétaires.

Personne au Gouvernement de la Fédération ne confirme à visage découvert les 140 millions d'économie dont le président Rudy Demotte (PS) a parlé au Parlement et qu'il faudra trouver, dès cette année et dans les années à venir. Personne ne les conteste. On les dit même annuellement récurrentes, sur le budget Enseignement essentiellement. Or, dans ce budget, le personnel pèse près de 90%. Tant que le fédéral n'en vient pas à vouloir reporter sur les entités fédérées le poids des pensions de leur personnel.

Rien d'étonnant à ce qu'André Flahaut (PS), ministre du Budget de la fédération, ait pris les devants la semaine dernière, en recevant les

grosses pointures de la CSC-Enseignement, Eugène Ernst, secrétaire général et, la veille, son homologue de la CGSP, Pascal Chardome. Histoire de faire connaissance ou de faire avaler la couleuvre?

Face à eux, il n'a confirmé aucun chiffre. Il a par contre esquissé des «pistes» que ses confrères Joëlle Milquet (cdH, enseignement), Jean-Claude Marcourt (PS, économie), ou Isabelle Simonis (PS, jeunesse), devront, selon leurs compétences, explorer.

Les syndicats, reçus en aparté, ont «émis des remarques sur les effets négatifs à long terme d'une politique non réfléchie», explique le représentant de la CSC. C'est que le sort des fins de carrière, notamment, déjà compromis par le grignotage des pré-pensions sous l'ancienne législation fédérale, reviendra forcément sur le tapis via le Fédéral et le rapport de la commission de réforme des pensions qui s'étudie attentivement dans les centrales d'enseignants.

## Une bombe atomique

«Le métier n'est plus une simple transmission de savoir», a voulu rappeler Eugène Ernst à André Flahaut. «L'école aujourd'hui devrait gérer la malbouffe, la toxicomanie, la violence», sans parler de la sexualité, de la natalité, de la sécurité routière ou des familles recomposées. «Si on compte sur l'enseignant pour tout, qu'on ne s'étonne pas qu'il en devienne malade, qu'il s'absente...».

Et qu'on s'attende à devoir aussi consacrer des moyens à la revalorisation du métier et de la formation. «Nous étudions avec nos homologues du nord du pays et de la Fédération des syndicats chrétiens, le rapport de la commission des pensions dans les services publics. On devrait choisir entre sept scénarios inacceptables. Du plus... (travailler 5 à 6 ans de plus jusqu'à une pension rabotée de 22%)... au moins inacceptable: travailler plus longtemps sans plus... Si la suédoise prend des risques et que la Fédération en fait autant, c'est une bombe atomique qui s'amorce», résume Eugène Ernst, qui

rappelle les précédents: les économies décidées par la ministre Onkelinx, en 1995, dont on fait encore les frais aujourd'hui.

## Ne pas faire rêver !

Mardi déjà, chez le même André Flahaut, Pascal Chardome (CGSP) avait déjà mis en garde et rappelé les velléités PS-cdH de 99. «Qu'en tout cas, ils ne nous fassent pas croire qu'en période de vaches maigres, on va pouvoir rénover la mécanique. Qu'on va pouvoir refinancer le supérieur, engager pour de la remédiation, ou résoudre les problèmes de pénurie en fermant aveuglément des sections désertées. C'est le cas dans la soudure; on voudrait fermer, réduire l'offre, et c'est un métier en pénurie», tonne Pascal Chardome, secrétaire général de la CGSP-enseignement.

Une prise de contact est déjà programmée le 21 août prochain chez Joëlle Milquet. C'est déjà ça: le pacte pour l'enseignement prévoit bien de consulter les intéressés. «On va aussi prendre contact... Encore. Et il va falloir très vite entrer dans le vif du sujet. Mais si on sait déjà qu'on manquera de moyens, le mieux sera de faire l'impasse sur toute réforme et de réfléchir... Autrement dit, tâter le fédéral avant de songer aux fins de carrière, réaliser qu'on manque de profs qualifiés, qu'il va falloir revoir leur formation et accompagner les jeunes quand un jeune prof sur trois, et même un sur deux à Bruxelles, abandonne le métier!... Et qu'on arrête de vouloir faire table rase du passé.»

Du gaspillage et donc des perspectives d'économie, le syndicaliste socialiste en voit évidemment dans la concurrence que se livrent les écoles et les réseaux, dans le redoublement (chiffré à près d'un demi milliard par an). Mais il ne s'illusionne pas et rappelle que le «Contrat pour l'école», adopté en 2005, devait faire l'objet d'une évaluation en 2013. Une évaluation qui n'a jamais eu lieu. Parce que, non seulement les réformes et les projets pilotes manquent cruellement d'évaluations, mais aussi des moyens que supposent pourtant les modifications successives.

## Rendre la fonction attrayante

Quasi systématique, la politique du «faire mieux avec les moyens disponibles» est encore plus rarement précédée de la concertation, de la préparation et de la formation du personnel concerné. Une politique des petits pas, résume-t-on, qui empêche finalement les acteurs concernés de s'approprier la réforme qui est dès lors vouée à l'échec.

Côté CSC, on relève que la déclaration de politique communautaire entend rendre la fonction d'enseignant attrayante.

Mais la CSC ne note aucune pro-

position concrète en matière de rémunération et de conditions de travail.

Par rapport à la formation initiale portée à quatre ans dans le courant de cette législature, la CSC-Enseignement redit sa volonté de voir passer, pour tous les futurs enseignants, la formation initiale à 5 ans afin d'y renforcer, outre les compétences scientifiques et pédagogiques, les compétences institutionnelles et sociologiques nécessaires. Mais elle ajoute que ce n'est qu'en permettant à tout enseignant de s'impliquer dans un système institutionnel connu, à un moment donné, qu'il

deviendra un acteur de changement.

De même, au niveau de l'enseignement maternel, la CSC appuie l'obligation scolaire à partir de cinq ans mais elle ne relève aucune proposition concrète par rapport aux conditions de travail du personnel enseignant, à la taille des classes, la nécessité pour ce niveau d'enseignement de disposer d'un personnel suffisant, formé et statutaire.

De même encore, par rapport aux modalités de financement dans le supérieur liées au nombre d'étudiants. C'est bien, mais l'absence de données budgétaires laisse le syndicat circonspect si non sceptique.

**«La Suédoise prend des risques; si la Fédération en fait autant, ça peut exploser!»**

**EUGÈNE ERNST**  
CSC-ENSEIGNEMENT,